

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BOURGOGNE- FRANCHE-COMTE

Actualisation au 30 novembre 2021

Depuis le mois de mai et la levée progressive des restrictions sanitaires, l'activité est repartie en France et également dans la région. En Bourgogne-Franche-Comté, les enquêtes de conjoncture sont globalement bien orientées et les restructurations d'entreprises restent à des niveaux faibles. Ce regain d'activité se répercute sur le marché du travail. L'emploi salarié dans la région augmente au 2^e trimestre et le taux de chômage se stabilise. Au troisième trimestre, cette tendance semble se poursuivre avec la baisse de la demande d'emploi. Par ailleurs, certains phénomènes comme l'inflation et l'endettement des entreprises peuvent avoir des conséquences à plus ou moins long terme sur l'économie française et régionale.

1

► UNE ACCELERATION DE L'ECONOMIE A L'ETE...

Après un hiver et un début de printemps marqués par les restrictions sanitaires, l'activité se redresse dès le mois de mai.

Au 3^e trimestre 2021, le produit intérieur brut (PIB) français en volume accélère : +3,3 % après +1,3 % au trimestre précédent. Il retrouve quasiment son niveau de fin 2019. Cette progression est portée par l'accélération de la consommation des ménages et des exportations dans une moindre mesure. Cependant, le commerce extérieur reste nettement en retrait par rapport à son niveau d'avant crise. L'investissement des entreprises est quasiment stable.

UN REDEMARRAGE DE L'ACTIVITE A DEUX VITESSES

Dans la région, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France¹, l'activité progresse dans les services marchands et l'industrie dès le mois de mai. Dans la construction, elle est également bien orientée. La plupart des secteurs retrouvent à l'été des niveaux d'activité proches de ceux d'avant crise.

En septembre et octobre, l'activité reste dynamique dans les services marchands. Elle progresse en particulier dans l'hébergement restauration, le tourisme étant dynamique. En octobre, les difficultés d'approvisionnement se sont atténuées dans le bâtiment mais elles se maintiennent dans l'industrie où l'activité reste en repli, en particulier dans la fabrication de matériels de transport².

¹ « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, octobre 2021.

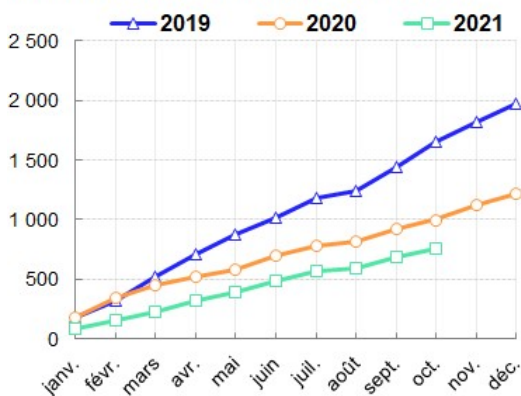
² [Impact covid dans la fabrication de matériels de transport, la métallurgie et l'industrie agroalimentaire](#), DREETS, à venir en décembre 2021.

TOUJOURS PEU DE RESTRUCTURATIONS D'ENTREPRISES

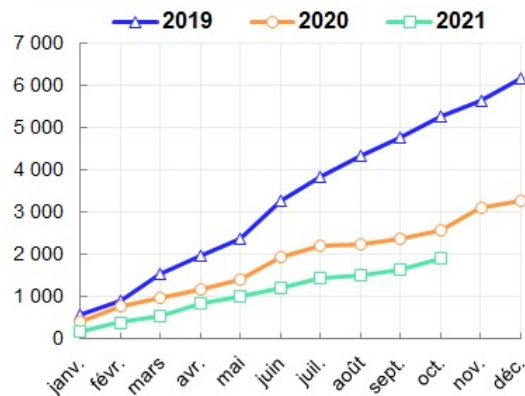
Le nombre de défaillance d'entreprises reste exceptionnellement bas, mais en Côte-d'Or et en Haute-Saône le nombre d'emplois menacés augmente. Du 1^{er} janvier au 31 octobre 2021, 761 ouvertures de procédures collectives ont été ouvertes dans la région (sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire directe) contre 1 657 en 2019 à la même période et 999 en 2020. Le nombre d'emplois menacés est lui aussi inférieur à son niveau 2019 et même de 2020 : 1 898 salariés travaillent dans une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective contre 5 274 en 2019 à la même période et 2 568 en 2020.

Procédures collectives RJ ou LJ directe

Ouvertures de procédures collectives - cumul mensuel



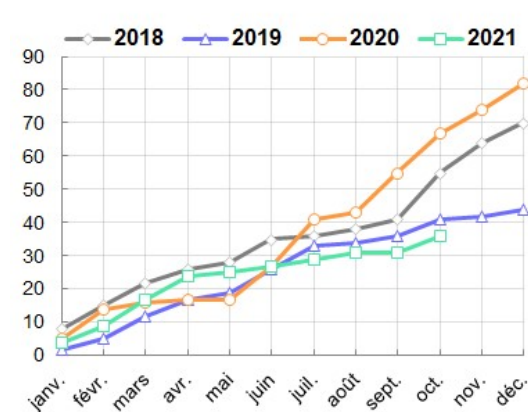
Emplois menacés - cumul mensuel



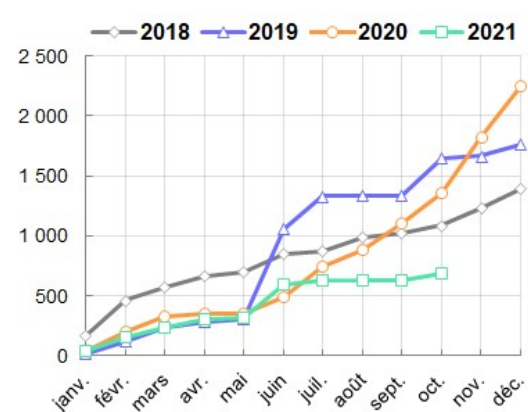
* Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. Si il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra si il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.
Source : DGEFP-Dares - SI RupCo (données à partir de dec.19) ; SI PSE-RCC (données de jan.18 à dec.19).

Les ruptures de contrats de travail envisagées dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) sont en deçà de leur niveau 2020. En Côte-d'Or, leur niveau avoisine celui d'avant-crise. Du 1^{er} janvier au 31 octobre 2021, 689 ruptures de contrats de travail sont envisagées dans le cadre d'un PSE, soit 670 de moins qu'à la même période en 2020.

Nombre de dossiers - cumul mensuel



Ruptures de contrat envisagées* - cumul mensuel



* Ce nombre de suppressions de postes est celui indiqué après validation de la procédure par l'autorité administrative. Si il n'y a pas d'informations sur le nombre de suppressions on prendra si il existe le nombre envisagé à l'ouverture du dossier.
Source : DGEFP-Dares - SI RupCo (données à partir de dec.19) ; SI PSE-RCC (données de jan.18 à dec.19).

► ... QUI PORTE L'EMPLOI SALARIE

L'EMPLOI SALARIE TOTAL PROGRESSE AU 2^E TRIMESTRE 2021...³

Dans le sillage l'activité, l'emploi salarié total (privé et public) augmente au 2^e trimestre 2021 en Bourgogne-Franche-Comté : +0,5 %, soit environ 4 400 emplois supplémentaires. Au niveau national, l'emploi plus fortement (+1,1 %). L'emploi salarié augmente dans le privé et le public mais cette hausse est davantage portée par le privé (+3 900 emplois).

Au 2^e trimestre 2021, l'emploi rebondit nettement dans l'hébergement et la restauration : +9,8 % soit 2 800 emplois créés. L'emploi salarié augmente également nettement dans les services aux ménages (+1,1 %). En raison des difficultés d'approvisionnement, l'emploi est stable dans l'industrie et la construction.

L'emploi augmente dans tous les départements à l'exception du Territoire de Belfort où il diminue (-0,4 %). Il progresse en particulier en Saône-et-Loire (+ 0,8 %) et en Côte-d'Or (+ 0,6 %), tiré par le dynamisme des services marchands hors

Évolutions de l'emploi salarié en Bourgogne-Franche-Comté

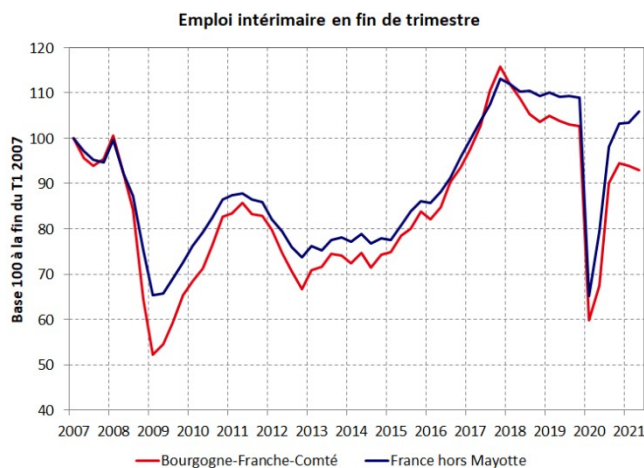
T2 2021	Emploi salarié	
	Effectifs (en milliers)	évol. trim.
Côte-d'Or	220	0,6%
Doubs	190	0,4%
Jura	90	0,5%
Nièvre	70	0,4%
Haute-Saône	70	0,1%
Saône-et-Loire	180	0,7%
Yonne	110	0,3%
Territoire de Belfort	50	-0,4%
Bourgogne-Franche-Comté	970	0,5%
France hors Mayotte	25 680	1,1%

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

3

... ALORS QUE L'INTERIM DIMINUE DE NOUVEAU⁴

Fin juin 2021, environ 35 200 intérimaires sont comptabilisés dans les entreprises de travail temporaire de Bourgogne-Franche-Comté. L'emploi intérimaire diminue de 0,9 % au 2^e trimestre 2021 alors qu'il progresse au niveau national (+2,4 %). La Bourgogne-Franche-Comté est la seule région avec la Corse où les effectifs intérimaires sont en repli ce trimestre. Il existe de fortes disparités au niveau des départements. L'emploi intérimaire augmente vigoureusement dans le Territoire de Belfort (+3,0 %) tandis qu'il diminue nettement dans l'Yonne (-3,4 %) et la Haute-Saône (-3,2 %).



Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

La progression de l'emploi intérimaire dans les activités scientifiques et techniques; services administratifs (+280 intérimaires), l'hébergement et la restauration (+100 intérimaires) et la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatique (+80 intérimaires) ne compense pas les pertes enregistrées dans le commerce (-360 intérimaires) et la construction (-330 intérimaires).

³ Pour en savoir plus : « [Conjoncture Emploi Insee – Urssaf – DREETS](#) », Insee – Urssaf – DREETS, Insee Flash, octobre 2021.

⁴ Pour en savoir plus : « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, octobre 2021.

UN MOINDRE RECOURS A L'ACTIVITE PARTIELLE

Afin de limiter les effets de la crise sanitaire sur l'emploi, le dispositif d'activité partielle a été assoupli et élargi pour permettre aux entreprises de recourir plus massivement au dispositif. Il permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou de suspendre leur activité, tout en compensant en partie la perte de salaire de leurs salariés. Le maintien de l'emploi et des compétences au sein des entreprises doit leur permettre ainsi de redémarrer plus rapidement leur activité.

À partir du mois de mai 2021, le recours à l'activité partielle a diminué avec le redémarrage de l'activité suite à la fin du confinement d'avril. À l'été, seulement 5 % des salariés⁵ en moyenne ont bénéficié de l'allocation au titre de l'activité partielle contre 15 % au mois de juin. En juin, seulement 10% des effectifs de la région auraient été indemnisés. À l'automne, même si le recul sur les données n'est pour l'instant pas suffisant, cette tendance à la baisse paraît s'amplifier et le recours à l'activité partielle atteindrait son plus bas niveau depuis le début de la crise sanitaire.

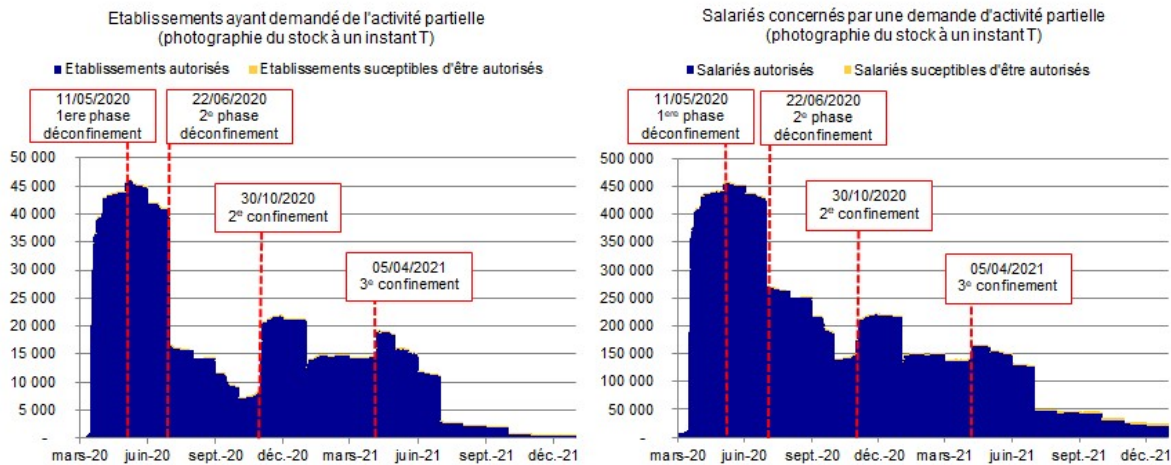
Une consommation d'activité partielle limitée pendant le 2^e confinement

	mars-20	Année 2021										Au total depuis le 01/03/2020
		janv.-21	févr.-21	mars-21	avr.-21	mai-21	juin-21	juil-21*	août-21*	sept-21*		
Décisions d'autorisations												
Nombre d'établissements couverts	40 427	15 044	14 991	14 913	19 796	16 777	12 043	3 010	2 405	1 848	51 011	
Heures autorisées	22 523 857	11 721 322	11 682 493	13 094 601	15 111 800	12 534 965	11 403 950	3 325 145	3 150 309	3 274 839	345 370 202	
Nombre de salariés couverts	419 071	159 733	159 426	159 758	183 840	167 334	140 737	56 133	52 155	48 755	505 888	
% salariés couverts / salariés du secteur	44%	17%	17%	17%	19%	17%	15%	6%	5%	5%	52%	
Demandes d'indemnisations												
Nombre d'établissements	36 990	12 238	12 414	14 464	16 967	11 938	6 227	1 582	1 092	395	48 188	
Heures indemnisées	11 085 861	3 725 369	3 821 180	4 260 989	4 890 763	2 912 794	1 189 840	318 351	187 135	89 778	96 857 769	
Nombre de salariés indemnisés	247 645	57 480	59 358	66 675	76 998	54 176	27 610	7 435	4 295	1 887	354 365	
% salariés indemnisés / salariés du secteur	26%	6%	6%	7%	8%	6%	3%	1%	0%	0%	37%	
Taux de consommation												
heures indemnisées / heures autorisées	49%	32%	33%	33%	32%	23%	10%	10%	6%	3%	28%	

Source : DGEFP-Dares

*Les données à partir du mois de juillet sont estimées à partir du SI APART du 28 octobre 2021.

Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.



Source : ASP-DGEFP-Dares (données du SI APART du 28 octobre 2021)

⁵ Ces données sont encore provisoires, toutes les demandes d'indemnisation n'ont pas encore été déposées

► LE CHOMAGE RECULE

LE TAUX DE CHOMAGE SE STABILISE AU 2^E TRIMESTRE 2021

Après une année de forte fluctuation, le taux de chômage se maintient à un niveau bas en Bourgogne-Franche-Comté. Il s'établit à 6,8 % et se situe en dessous de son niveau d'avant crise.

Le taux de chômage reste stable dans quasiment tous les départements de la région. Il augmente légèrement dans la Nièvre et l'Yonne (+0,2 point).

Taux de chômage par département

Départements	2 ^e trim. 2020	1 ^e trim. 2021	2 ^e trim. 2021	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle
Côte d'Or	5,6	6,0	6,0	→	↑
Doubs	6,9	7,4	7,3	↓	↑
Jura	5,5	5,5	5,5	→	→
Nièvre	6,1	6,5	6,7	↑	↑
Haute-Saône	6,7	6,9	6,9	→	↑
Saône et Loire	6,6	6,7	6,8	↑	↑
Yonne	6,7	7,1	7,3	↑	↑
Territoire de Belfort	8,2	9	9	→	↑
Bourgogne-Franche-Comté	6,4	6,8	6,8	→	↑
France hors Mayotte	7,2	8,1	8,0	↓	↑

Source: INSEE, traitement DREETS Bourgogne Franche Comté, SESE

BAISSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI SE POURSUIT AU 3^E TRIMESTRE 2021 ⁶

Au 3^e trimestre 2021, la demande d'emploi de catégorie A en Bourgogne-Franche-Comté diminue de 7,1 % sur le trimestre et de 13,0 % sur un an. Il s'agit de son plus bas niveau depuis début 2012. Cette même tendance est observée dans l'ensemble des départements de la région. La dynamique du marché du travail explique d'une part la baisse de la demande d'emploi de catégorie A. En effet, le nombre de personnes ayant travaillé jusqu'à 78h dans le mois augmentent fortement par rapport à l'année dernière (catégories B et C).

D'autre part, les mesures du plan de relance participent également à la baisse de la demande d'emploi de catégorie A via l'effet de la mobilisation des contrats aidés (PEC en particulier) et de la formation ; les demandeurs d'emploi dispensés de recherche d'emploi (catégories D et E) sont ainsi plus nombreux au cours du 3^e trimestre.

Contrairement au trimestre précédent où la baisse de la catégorie A était portée par les hommes, elle concerne ce trimestre les hommes et les femmes. La baisse de la catégorie A reste un peu moins forte pour les plus âgés et la demande d'emploi de longue durée diminue légèrement ce trimestre (-0,5 point) mais continue de progresser sur un an (+2,8 points).

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

	3e trim. 2020	2e trim. 2021	3e trim. 2021	Variation trimestrielle	Variation annuelle
Demande d'emploi en fin de mois					
catégorie A	130 430	122 100	113 480	✓ -7,1	✓ -13,0
catégorie B	30 690	33 120	33 020	✓ -0,3	✗ 7,6
catégorie C	61 760	65 790	69 440	✗ 5,5	✗ 12,4
Ensemble	222 880	221 000	215 950	✓ -2,3	✓ -3,1
Demande d'emploi des femmes					
catégorie A	61 850	58 610	54 010	✓ -7,8	✓ -12,7
Ensemble	114 140	113 610	110 870	✓ -2,4	✓ -2,9
Demande d'emploi des 15-24 ans					
catégorie A	19 770	17 670	16 070	✓ -9,1	✓ -18,7
Ensemble	32 750	31 000	29 700	✓ -4,2	✓ -9,3
Demande d'emploi des 50 ans et plus					
catégorie A	35 870	35 200	33 260	✓ -5,5	✓ -7,3
Ensemble	58 560	59 560	58 830	✓ -1,2	✗ 0,5
Demande d'emploi de longue durée					
nombre	104 520	110 980	107 360	✓ -3,3	✗ 2,7
poids	46,9%	50,2%	49,7%	✓ -0,5	✗ 2,8

source: STMT Pole emploi DARES, données CVS.

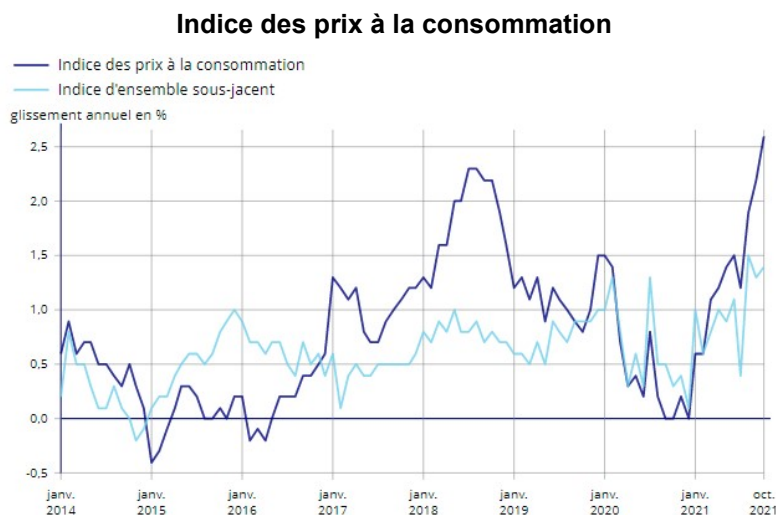
⁶ Pour en savoir plus : « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », Direccte et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, octobre 2021.

► DES INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES A SUIVRE

Certains phénomènes apparus en 2020 et 2021 peuvent avoir des conséquences à plus ou moins long terme sur l'économie française et régionale.

L'INFLATION REPART EN 2021

Depuis le début de l'année 2021, l'inflation⁷ repart à la hausse, dans un contexte de reprise économique. Cette augmentation provient en partie d'un contrecoup des évolutions des prix de 2020, notamment de la hausse des prix de l'énergie. En octobre 2021, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,6 % sur un an, après +2,2 % en septembre. Cette hausse de l'inflation résulte d'une accélération des prix de l'énergie (+20,2 % après +14,9 %) et des services (+1,8 % après +1,4 %). Les prix du tabac progressent, sur un an, au même rythme que le mois précédent (+4,8 %). Ceux des produits manufacturés (+0,3 % après +0,4 %) et de l'alimentation (+0,7 % après +1,0 %) ralentissent. À plus long terme, la hausse des prix de consommation peut entraîner des revalorisations salariales, générant à leur tour des augmentations de coûts de production et par conséquent une augmentation des prix.



Champ : France hors Mayotte

Source Insee

Note : Les indices d'inflation sous-jacente excluent les tarifs publics et les produits à prix volatils, et sont corrigés des mesures fiscales et des variations saisonnières.

L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES EST TOUJOURS ELEVE

Face à la crise sanitaire l'intervention des banques centrales a été de grande ampleur. La banque centrale européenne (BCE) a par exemple maintenu des taux proches de zéro puis a augmenté fortement les rachats d'actifs sur les marchés financiers pour garantir la stabilité financière. Les réactions des banques centrales ont permis de maintenir des conditions favorables pour le crédit bancaire. Le recours au crédit a ainsi permis aux entreprises de se financer malgré la chute de l'activité. Les besoins en trésorerie ont été importants face à la chute des revenus et au maintien de certaines de leurs dépenses (notamment les loyers et charges) ainsi que l'achat de nouveaux produits notamment pour le développement du télétravail (ordinateurs, logiciels, montée en puissance des serveurs, etc.). Par ailleurs, les banques, incitées par la BCE et les mesures spécifiques nationales (comme le prêt garanti par l'État par exemple) ont pu continuer à prêter aux entreprises car ces dernières représentaient toujours une demande solvable, l'origine de la crise étant exogène à la situation économique.

En zone euro, la hausse de l'encours de crédit des entreprises en 2020 a été la plus importante de ces dix dernières années. Elle contraste avec la crise de 2009 où le recours au crédit avait nettement chuté dans tous les secteurs, en particulier l'industrie. En 2020, tous les secteurs augmentent leur endettement, notamment les plus touchés par la crise. Au premier semestre 2021, le taux d'endettement des sociétés non financières reste élevé en France. Il s'établit en juin 2021, à 82,3 % du PIB en France (10 points de plus qu'en décembre 2019)⁸.

Cet accroissement de l'endettement pourrait réduire à plus long terme l'investissement de certaines entreprises.

⁷ « Indice des prix à la consommation », Insee, octobre 2021.

⁸ « Taux d'endettement des agents non financiers », Banque de France, novembre 2021.

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS REGIONALES :

- [Fiches sectorielles impact Covid 2019](#), DREETS Bourgogne-Franche Comté, à venir décembre 2021.
- « [L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, octobre 2021.
- « [Conjoncture Emploi Insee – Urssaf – DREETS du 2^e trimestre 2021](#) », Insee – Urssaf – DREETS, Insee Flash, octobre 2021.
- « [Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, novembre 2021.
- « [Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, novembre 2021.
- « [Fiches territoires](#) », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mai 2021.
- « [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté](#) », DREETS et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, octobre 2021.
- [Tableau de bord de la conjoncture Bourgogne-Franche-Comté, Insee \(emploi, chômage, etc.\)](#).
- « [La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté](#) », Tendances régionales, Banque de France, octobre 2021.
- « [La construction de logements neufs en Bourgogne - Franche-Comté](#) », Dreal Bourgogne Franche Comté, octobre 2021.

PUBLICATIONS NATIONALES :

- « [Note de conjoncture nationale de l'Insee](#) », Insee, octobre 2021.
- « [Suivi hebdomadaire du marché du travail durant la crise sanitaire](#) », Dares.
- [Tableau de bord de la conjoncture, Insee \(PIB, emploi, chômage, production, etc.\)](#).
- « [Chiffres du commerce extérieur](#) » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :
https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf

Conception et réalisation : Émilie Vivas

Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet

25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr